

Nous sommes, ce dimanche 5 février, à 77 jours du premier tour de l'élection présidentielle, et la campagne s'accélère, entre candidatures désormais bien enclenchées et d'autres déjà retirées, tandis que certaines, annoncées et comptabilisées dans les sondages nombreux du moment, ne sont pas, en fin de compte (de signatures), totalement assurées...

Je suis cette campagne présidentielle avec le plus grand intérêt, même si le temps n'est pas ma richesse principale en ces heures de multiples devoirs suivis de longues corrections, préparations de cours nouveaux (le programme de 1ère), mais aussi de lectures nombreuses pour pouvoir répondre aux questions des élèves sur les sujets que nous abordons en cours et ceux dits d'actualité.

Puisqu'il reste 77 jours avant ce soir du premier tour durant lequel les candidats remercieront ceux qui les ont soutenus (et maudiront intérieurement ceux qui les ont négligés...), à mon tour de rentrer en campagne présidentielle !

Je rassure les lecteurs inquiets : je n'ai pas l'intention de me présenter aux suffrages et de déclarer que je brigue la magistrature suprême avec des chances évidentes d'atteindre (au moins !) le second tour... Non, bien sûr, et s'il y a un candidat royaliste à cette élection présidentielle, la « **reine des élections** » (une formule bien peu républicaine, non ?), il n'a pas non plus cette arrogance que certains candidats hautement républicains peuvent avoir dans une logique illusoire et illusionniste...



En 1974, Bertrand Renouvin, portait sur la scène électorale les idées royalistes...

□

Il s'agit, en fait, de profiter de ce moment particulier qui dure quelques mois et durant lequel les débats quotidiens, au café comme dans la salle des profs, tournent d'abord autour de la politique et de tout ce que l'on met d'espairs, de confiance ou de défiance, voire de ressentiments, en elle et en un homme ou son parti, son idéologie déclarée. Si la République, cinquième du nom, semble en « **présidentielle permanente** » du soir de l'élection à la veille de la suivante, il y a tout de même des « **moments d'incandescence** », et nous y sommes !

Il serait curieux que le royaliste que je suis et qui, chaque jour de sa vie, essaye de **faire avancer l'idée royale par tous les moyens du moment et du bord**, s'abstienne de participer à cette « **querelle présidentielle** » en se bouchant le nez et en se réfugiant dans un exil intérieur qui ne prendrait fin que le soir du second tour !
Je ne suis pas royaliste à mi-temps, et je ne suis pas un «□ exilé de l'intérieur□ », mais, à défaut d'être un acteur majeur de la vie politique française, **je suis un citoyen qui use de sa liberté d'expression pour prôner cette autorité qui garantirait, mieux encore que la République aujourd'hui, les libertés publiques dont la première, la plus nécessaire et qui autorise toutes les autres, la liberté du pays, son indépendance d'être et d'agir** !



Dans un monde où les rapports de force sont devenus défavorables aux citoyens comme aux cités (au sens grec du terme, la « *polis* »), il est nécessaire de « **politiser nos inquiétudes** » pour éviter à la fois la tyrannie des féodalités financières et de cette fameuse Société de consommation, et le nihilisme destructeur des peuples qui, parfois, se trompent de colère...

« **Politique d'abord** », clamait Maurras, et c'est sans doute une heureuse formule que l'on peut reconnaître à ce doctrinaire si décrié (avec quelques bonnes raisons, d'ailleurs, si l'on s'en tient à la lettre de certaines de ses polémiques...), mais c'est une formule souvent mal comprise : elle ne signifie pas que « *tout est politique* », ce qui serait absurde et dangereux, et surtout sacrément réducteur, mais que

la politique comme souci et le politique comme moyen

(et inversement, d'ailleurs) sont

les conditions de la maîtrise des jeux économiques et du contrôle des calculs de la spéculation

. Quand de Gaulle, dans une logique toute politique et éminemment capétienne, s'exclame que «

la politique de la France ne se fait pas à la Corbeille

[la Bourse] », il rappelle un principe fort de tout Etat digne de ce nom :

ne pas dépendre de l'Argent et de ses commanditaires

, et

décider librement, au-delà des intérêts particuliers, pour le Bien commun

, notion aujourd'hui étrangement absente de tous les discours des prétendants à l'Elysée...

Pour cela, la République n'a plus un de Gaulle pour lui donner cette colonne vertébrale qui fût la sienne jadis : ce que la République gaullienne avait gardé, maladroitement et incomplètement certes, de l'ancienne tradition capétienne, la République post-gaullienne l'a bradé sur l'autel des promesses électorales « pour devenir le premier » en cette éternelle et présidentielle course à l'échalote, et a désarmé l'Etat face aux « **Marchés** », terme générique qui dissimule (de moins en moins) ces «

intérêts privés sans générosité

» et

ses sociétés, nationales ou multinationales, qui privilégient « l'individualisme de l'Avoir » sur « l'entraide et le partage »

.

C'est cette situation génératrice, par essence même, d'injustices et de mépris, qui me font, chaque jour qui passe encore un peu plus que la veille, souhaiter une Monarchie qui ne serait rien d'autre que **ce « libre Etat » qui arbitre et fédère**, non pas un Etat-Moloch mais **un Etat sûr de lui sans être, pour autant, présomptueux**

...



Le roi... pourquoi pas ?